

Brèves économiques et financières

Semaine du 7 au 13 juin 2019

Résumé :

- Le volume des ventes au détail est en baisse mensuelle en avril, reflet de l'atonie de la consommation des ménages
- L'inflation ralentit en mai, confortant le scénario d'une baisse du taux Selic cette année
- Le volume des services est en légère hausse en avril
- Le gouvernement obtient au Congrès l'ouverture d'une ligne de crédit de 249 Mds R\$ pour financer les dépenses courantes
- Evolution des marchés du 7 au 13 juin 2019

Le volume des ventes au détail est en baisse mensuelle en avril, reflet de l'atonie de la consommation des ménages

Après un mois de mars marqué par une légère croissance (+0,3% m.m. cvs), le volume des ventes au détail restreint (qui exclue les véhicules et les matériaux de construction) est en baisse en avril (-0,6%) par rapport au mois précédent. Le secteur reste ainsi au niveau de décembre dernier.

Cette baisse mensuelle est liée à de faibles résultats dans le secteur des hypermarchés (-1,8% m.m) et surtout du textile (-5,5%).

Sur les 12 derniers mois, le volume des ventes au détail reste en hausse (+1,4%), cependant, la faiblesse de la demande, conséquence notamment d'un niveau de chômage qui ne se résorbe pas, fait pression à la baisse sur la consommation des ménages et donc sur les ventes au détail.

L'inflation ralentit en mai, confortant le scénario d'une baisse du taux Selic cette année

D'après l'IBGE, l'indice des prix à la consommation (IPCA) a connu une hausse de 0,13% en mai par rapport au mois précédent, soit une décélération par rapport au mois d'avril (+0,57% m.m). Sur les 12 douze derniers mois, l'inflation décélère, passant à +4,66% (contre +4,94% le mois précédent).

Par secteur, cette décélération s'explique par la déflation dans le secteur des aliments et boissons (-0,56% m.m), en conséquence de la hausse de l'offre liée aux récoltes de tomates, fruits et haricots lors du mois. De plus, la faible hausse du secteur des transports (+0,07% m.m contre +0,94% m.m le mois précédent) fait pression à la baisse sur l'indice des prix de mai (les prix des billets d'avions ont notamment perdu -21,8% m.m).

La contribution positive la plus importante en mai provient du secteur du logement, qui a enregistré une augmentation de 0,98% m.m, soit un impact de 0,15 pp.

Ainsi, sur 12 mois, l'IPCA se rapproche du cœur de cible de la Banque Centrale (+4,25%), confirmant l'accélération de l'inflation depuis 2 mois. De plus, il est possible que l'indice ralentisse de nouveau à partir de juin, car l'effet de base du mois de juin 2018 (+1,3% m.m sur ce mois), induit par la grève des chauffeurs routiers n'aura plus d'impact sur la série annualisée. En conséquence, le faible niveau d'inflation renforce la probabilité d'une baisse du taux directeur (ciblant le Selic) de 25 pdb d'ici la fin de l'année.

Le volume des services est en légère hausse en avril

D'après l'IBGE, le volume des services est en hausse de 0,3% m.m. cvs en avril par rapport à mars, après 3 mois consécutifs de baisse. L'indice se reprend, s'établissant à +0,6% sur les 4 premiers mois de l'année (alors qu'il accumulait une baisse de 0,9% sur les deux premiers mois). Cependant, par rapport à avril 2018, le volume des services est en baisse de 0,7%.

Par secteur, la hausse mensuelle est à mettre à l'actif des services d'information et communication (+0,7% m.m). Le transport est quant à lui en baisse (-0,6%), en lien avec la faible activité du transport de marchandise. Sur les 4 premiers mois de l'année, le secteur des transports est celui avec la plus forte variation négative (-2,5%), en lien notamment avec la baisse de production industrielle pour les marchandises, et avec l'inflation du secteur pour le transport de passagers.

Le gouvernement obtient au Congrès l'ouverture d'une ligne de crédit de 249 Mds R\$ pour financer les dépenses courantes

Le gouvernement a obtenu l'accord des partis du Centre et de l'opposition au Congrès sur un projet de loi prévoyant l'ouverture d'une ligne de crédit supplémentaire de 249 Mds R\$ afin de couvrir les dépenses courantes. Cette dette résultera de l'émission de 147 Mds R\$ de titres obligataires et d'un retour de financements accordés aux états, municipalités et Banque Centrale.

Cette nouvelle disposition permet de contourner légalement la « règle d'or » des finances publiques, d'après laquelle le gouvernement ne peut pas contracter des dettes pour financer les dépenses courantes. En effet, la règle prévoit que les opérations de crédit peuvent être exceptionnellement autorisées, par le biais de crédits supplémentaires ou spéciaux à finalité précise, à condition qu'ils soient approuvés par le pouvoir législatif à la majorité absolue.

Pour faire pression sur la Chambre, le gouvernement avait affirmé qu'il lui serait impossible de financer les programmes d'aides sociales brésiliens (*Minha Casa Minha Vida* et la *Bolsa Familia*) pour 2019 à partir de septembre. Ce manque de ressources étaient déjà prévu par le gouvernement précédent.

Evolution des marchés du 7 au 13 juin 2019

Indicateurs ¹	Variation Semaine	Variation Cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+2,6%	+12,0%	98 782
Risque-pays (EMBI+ Br)	+0pt	-15pt	261
Taux de change R\$/USD	-0,5%	+1,8%	3,86
Taux de change R\$/€	-0,5%	+1,2%	4,35

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Rédacteurs : Julio RAMOS-TALLADA-Conseiller Financier ; Vincent GUIET-adjoint.

¹ Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Bloomberg.